

CAF

2 rue Georges Dimitrov
94500 CHAMPIGNY SUR
MARNE

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE



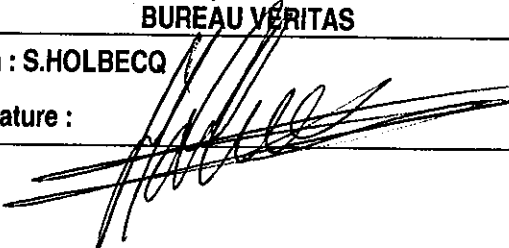
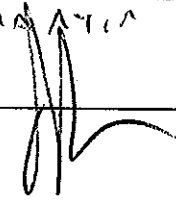
**BUREAU
VERITAS**

Objet du présent document :

- * Le présent document a pour objet de permettre au propriétaire d'un immeuble de remplir ses obligations vis-à-vis de la protection contre les risques due à l'amiante.
- * Le dossier technique « Amiante » est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits définis en annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs.

Ce DTA est établi selon les conclusions du rapport CB814/1605295/15 - rév. 00 en date du 29/06/2006
relatif au repérage amiante réalisé par : BUREAU VERITAS

Date de mise en exploitation :

Nom du responsable d'affaire BUREAU VERITAS	Nom du responsable de site
Nom : S.HOLBECQ	Nom : A. MARTIN
Signature : 	Signature : 



AGENCES DE PARIS
Paris Ouest
4, rue du Colonel Driant
75040 PARIS Cédex 01
Tél.(1)44 76 16 16
Télécopieur : 40 26 80 12
Directeur d'Agence : Mohamed BEN M'RAD


RAPPORT DE RECHERCHE DE LA PRESENCE D'AMIANTE

dans les ouvrages et éléments de construction

suivant décret 96/98 du 7 février 1996

☒ après reconnaissance visuelle ☒ après analyse d'échantillons en laboratoire

Bâtiment :	CAF DU VAL DE MARNE 2 rue Georges Dimitrov 94505 CHAMPIGNY CEDEX	
Demandeur :	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAL DE MARNE 2 voie Félix Eboué 94033 CRETEIL CEDEX	
Date de la visite :	N° de dossier :	N/Réf.
09/05/00	KC.7693	POC0/00/748

Fait à PARIS Le 19 décembre 2000	L'auteur du rapport : Paul BOURDARIAS Signature 
Nombre de pages du rapport : 8	



SOMMAIRE

<u>PREAMBULE</u>	<u>3</u>
<u>CHAPITRE 1 : LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES - CARTOGRAPHIE</u>	<u>10</u>
<u>CHAPITRE 2 : RECENSEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES</u>	<u>11</u>
2.1. LOCALISATION DES ZONES NON VISITÉES	11
2.2. MATÉRIAUX ET PRODUITS IDENTIFIÉS CONTENANT DE L'AMIANTE	12
<u>CHAPITRE 3 : PLAN DE SUIVI</u>	<u>13</u>
3.1 SUIVI DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE	13
3.2 SUIVI DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES COMPOSANTS AUTRES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE	14
<u>CHAPITRE 4 : MESURES CONSERVATOIRES - TRAVAUX</u>	<u>15</u>
4.1 ENREGISTREMENT DES MESURES CONSERVATOIRES MISES EN ŒUVRE	15
4.2 ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DE RETRAIT OU CONFINEMENT DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	16
4.3 ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DANS LES LOCAUX OÙ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ONT ÉTÉ REPÉRÉS	17
4.4 COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	18
<u>CHAPITRE 5 : CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ</u>	<u>19</u>
5.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES	19
5.2 INFORMATION DES PROFESSIONNELS	20
5.3 CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ VISANT À RÉDUIRE L'EXPOSITION AUX POUSSIÈRES D'AMIANTE.	20
5.4 CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ, RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS CONTENANT DE L'AMIANTE	21
5.5 FICHE RÉCAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	21



PREAMBULE

Le dossier technique "Amiante" est établi sur la base du repérage des matériaux listés en annexe 13.9 du code de la Santé Publique :

Composants de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Parois verticales intérieures et enduits ❖ Murs ❖ Poteaux ❖ Cloisons ❖ Gaines et coffres verticaux	Flocage Projections et enduits Revêtements durs (plaque menuiserie, amiante-ciment) Flocage Projections et enduits Entourage de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre) Flocage Projections et enduits, panneaux de cloisons Flocage Enduit projeté Panneaux de cloisons
Planchers, plafonds et faux - plafonds ❖ Plafonds ❖ Poutres et charpentes ❖ Gaines et coffres verticaux ❖ Faux - plafonds ❖ Planchers	Flocage Enduit projeté Panneaux collés ou vissés Projections et enduits Flocage Enduits projetés Panneaux Panneaux Dalles de sol
Conduits, canalisations et équipements ❖ Conduits de fluides (air, eau, autres fluides, ...) ❖ Clapets, volets coupe-feu ❖ Porte coupe-feu ❖ Vide-ordures	Conduits, calorifuges Enveloppe de calorifuge Clapet, volet, rebouchage Joints (tresses, bandes) Conduit
Ascenseur, monte-charge ❖ Trémie	Flocage



Responsabilités :

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2) , les **propriétaires** sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires. Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux (se référer au Code de la Santé Publique pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

Les propriétaires devront communiquer le présent dossier à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'une fiche récapitulative aux occupants de l'immeuble (afin d'éviter toute intervention de leur part sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante en ambiance) ou à leur représentant et aux chefs d'établissements lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de la date de la constitution ou de la mise à jour du présent dossier. Une attestation écrite de cette communication doit être conservée.

Le présent dossier technique devra également être tenu à disposition

- des occupants de l'immeuble bâti concerné,
- des chefs d'établissement,
- des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail
- des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique
- des inspecteurs du travail
- des inspecteurs d'hygiène et sécurité
- des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale
- des agents du service de prévention de l'OPPBTP

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistra cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.



Le **chef d'établissement** est le seul responsable de la formation et de l'information du personnel de maintenance et des occupants du bâtiment.

La mise en place de ce Dossier Technique Amiante ne garantit pas le gestionnaire d'une sécurité juridique en cas d'inhalation accidentelle de fibres d'amiante par des personnes non informées.

Selon le décret n°96-98 du 7 février 1996, le **chef d'établissement** doit établir pour chaque poste ou situation de travail exposant les travailleurs à l'inhalation de poussière d'amiante, une notice destinée à les informer des risques auxquels ce travail peut les exposer et des dispositions à prendre pour se protéger. Il établit une fiche d'exposition, remplie par le salarié, précisant la nature et la durée des travaux effectués, les procédures de travail ainsi que les équipements de protection utilisés et, s'il est connu, le niveau d'exposition. Cette fiche est transmise au médecin du travail.

Le **chef d'établissement** organise à l'intention des travailleurs susceptibles d'être exposés, en liaison avec le médecin de travail, le CHSCT ou, à défaut, le délégué du personnel, une formation à la prévention et à la sécurité, et notamment à l'emploi des équipements et des vêtements de protection adaptés. Les travailleurs seront également informés des risques potentiels sur la santé, des facteurs aggravants (consommation de tabac), et des précautions à prendre en matière d'hygiène.

Fiche récapitulative :

Le présent dossier technique inclut (en annexe) un modèle de la fiche récapitulative qui doit être communiquée aux occupants de l'immeuble ou à leurs représentants et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour. La fiche en annexe est un modèle qu'il est possible de répliquer pour la communiquer aux occupants.



L'équipe de surveillance sanitaire, constituée par des personnes ayant des connaissances spécifiques du bâtiment ou des installations, doit être fonctionnelle et non hiérarchique.

Identification des intervenants

Fonction / Domaine d'intervention	Nom
Services Hygiène / médecine du travail	
Services Qualité / Environnement / Sécurité	
Responsable formation / Ressources Humaines	
Services Techniques (maintenance, entretien, ingénieur technique)	
Service Juridique	
Services Achats	
Représentant du gestionnaire de patrimoine	
Représentant du CHSCT (Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail)	
Autre : préciser	



Adresses utiles

Sté / Organisme	Adresse	Téléphone	Fax	Nom
Bureau Veritas	21/23 rue des Ardennes 75019 Paris	01.55.56.60.00	01.55.56.60.06	G. BENHAMOU S. HOLBECQ C. PAYNOT M. SALIGNAC
Inspection du travail	Selon secteur			
CRAM	Selon secteur			
Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports	La Grande Arche 92055 La Défense Cedex	01 40 81 21 22		
OPPBTP Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment des Travaux Publics	221 Bd Davout 75020 PARIS	01 40 31 64 00	01 40 30 57 97	
Médecine du Travail	Selon secteur			
QUALIBAT	55, avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16	01 47 04 26 01	01 47 04 52 83	
ASCERT	BP 83 116 avenue Aristide-Briand 92225 Bagneux Cedex	01 46 15 70 60	01 46 15 70 69	



Principaux textes réglementaires

- ❑ Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2).
- ❑ Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article R1334-26 du Code de la Santé Publique.
- ❑ Code de la Santé Publique Chapitre IV – Section 2 – articles R1334-14 à R 1334-29 et annexe 13-9.
- ❑ Code de la Santé Publique Chapitre VI – Section 2 – articles R133-2 à R 1336-5.

Nota : Le décret n°96-97 du 7 février 1996, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret 2002-839 du 3 mai 2002 à été abrogé par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003. Toutes les dispositions du décret 96-97 modifié sont reprises aujourd'hui dans le Code de la Santé Publique.

- ❑ Décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié par les décrets N°96-1132 du 24 décembre 1996 et n°97-1219 du 26 décembre 1997 et n° 2001-840 du 13 septembre 2001 (intégré aujourd'hui au Code de la Santé Publique) relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiantes.
- ❑ Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article R1334-27 du Code de la Santé Publique.
- ❑ Arrêté du 14 mai 1999 portant sur les organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.
- ❑ Arrêté du 23 octobre 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante et mesures d'empoussièrement à bord des navires.
- ❑ Circulaire DGS/VS3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD n°98-589 du 25 septembre 1998, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Arrêté du 15 janvier 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- ❑ Décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 modifiant le décret 88-446 du 28 avril 1988, relatif à l'interdiction de la vente de produits contenant de l'amiante.
- ❑ Circulaire HC / TE11 n°96-71 du 18 septembre 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition liés à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante
- ❑ Circulaire du 26 avril 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (référence DGS / VS3 / DRT / CT4 / DHC / DPPR / BGTD).



Décret n°97-1219 modifiant le décret n°96-98 du 7 février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à, l'inhalation de poussières d'amiante.

- ❑ Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrément dans les immeubles bâtis.

Principaux textes réglementaires (gestion des déchets amiantés)

- ❑ Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996, relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans les bâtiments.
- ❑ Circulaire 97-15 du 9 janvier 1997, relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment et des produits d'amiante-ciment retirés de la vente.
- ❑ Circulaires 97-0320 et 97-0321 du 12 mars 1997, relatives à l'élimination des déchets contenant de l'amiante : modification et rappel des annexes des circulaires du 19/07/96 et du 9/01/97.
- ❑ Arrêté du 9 septembre 1997, relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers ou assimilés.

Principaux textes réglementaires (méthodes de prélèvement et d'analyse)

- ❑ Norme NF X 46-020 relative au repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Liste des matériaux visés par le Code de la Santé Publique et listés dans son annexe 13-9.
- ❑ Norme X 43-269 de décembre 1991, relative à la qualité de l'air des lieux de travail.
- ❑ Norme NFX 43-050 de janvier 96, relative à la concentration en fibre d'amiante par microscope électronique à transmission.



CHAPITRE 1

LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES - CARTOGRAPHIE

A chaque point où un matériau et/ou produit susceptible de contenir de l'amiante aura été identifié, un prélèvement et une recherche d'amiante seront effectués.

La norme NFX 46-020 de novembre 2002 définit les modalités de repérage et de prélèvement des matériaux et produits amiantés.

Les échantillons doivent être analysés par un laboratoire accrédité avec des procédures de contrôle qualité.

Le rapport analytique devra contenir :

- la présence au non d'amiante pour chaque matériau et/ou produit
- si oui, le type d'amiante et s'il est lié à un autre matériau et/ou produit
- la méthode d'identification utilisée et sa précision

Une cartographie précise et détaillée de la totalité des locaux, avec indication des matériaux et produits contenant de l'amiante, sera établie.

Nota : il importe d'attirer l'attention sur le fait que les cartographies de localisation des matériaux et produits amiantés sont établies sur la base d'échantillons représentatifs de zones cohérentes du bâtiment.

De plus, certaines parties du bâtiment restent inaccessibles pour le diagnostiqueur qui ne pourra effectuer les prélèvements.

Le gestionnaire du site doit donc être informé des zones non visitées lors du diagnostic afin d'établir des notes d'information à l'égard du personnel et des entreprises extérieures.



CHAPITRE 2

RECENSEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES

2.1. Localisation des zones non visitées

BATIMENT	ETAGE	LOCAL
L'ENSEMBLE DES LOCAUX DE L'IMMEUBLE CAF CHAMPIGNY SUR MARNE A ETE VISITE		



2.2. Matériaux et produits identifiés contenant de l'amiante

MATERIAU	PREL. N°	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	ASPECT	ETAT DE SURFACE (BE, DL, ME)
Joint de dilatation	NP	Sous sol parking	Tresse grise	BE
Enveloppe de calorifugeage	P2	Terrasse	Enduit noir	BE
Joints assemblages VMC	P3	Ensemble du réseau VMC	Colle marron	BE
Porte coupe feu suspecte	NP	RDC, cuisine	Blanche	BE



CHAPITRE 3 PLAN DE SUIVI

3.1 Suivi de l'état de conservation des flocages, calorifugeages, faux-plafonds contenant de l'amiante

DATE	INTERVENANT AGREE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	RESULTAT DE LA GRILLE	MESURES A PRENDRE – NATURE ET DATE
08/06/06	S.HOLBECQ	AUCUN FLOCAGE, CALORIFUGEAGE, FAUX PLAFOND CONTENANT DE L'AMIANTE			



3.2 Suivi de l'état de conservation des composants autres flocages, calorifugeages, faux-plafonds contenant de l'amiante

DATE	INTERVENANT	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES PRECONISEES – NATURE ET DATE
08/06/06	S.HOLBECQ	Joint de dilatation en tresse grise (NP)	Sous sol parking	Bon état	Contrôle visuel interne périodique tous les 2 ans conseillé
08/06/06	S.HOLBECQ	Enveloppe de calorifugeage en enduit noir (P2)	Ensemble du réseau du même type, prélevé en terrasse	Bon état	Contrôle visuel interne périodique tous les 2 ans conseillé
08/06/06	S.HOLBECQ	Joints assemblage des gaines VMC en colle marron (P3)	Ensemble du réseau VMC	Bon état	Précautions à prendre en cas d'intervention sur le réseau VMC
08/06/06	S.HOLBECQ	Porte coupe feu blanche suspecte (NP)	RDC, cuisine	Bon état	Sondage destructif à réaliser en cas d'intervention sur ce matériau



CHAPITRE 4 MESURES CONSERVATOIRES - TRAVAUX

4.1 Enregistrement des mesures conservatoires mises en œuvre

LOCAL	COMPOSANT	DATE	ENTREPRISES	NATURE DES MESURES CONSERVATOIRES



4.2 Enregistrement des travaux de retrait ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante

LOCAL	COMPOSANT	DATE	ENTREPRISES	REFERENCE DU PLAN DE RETRAIT



4.3 Enregistrement des travaux dans les locaux où des matériaux et produits contenant de l'amiante ont été repérés

TRAVAUX REALISES	DATE	COMPOSANT CONCERNE	ENTREPRISES ET EMARGEMENTS



4.4 Communication du Dossier Technique Amiante

Selon l'article R 1334-28 du Code de la Santé Publique, les propriétaires sont tenus de communiquer le présent dossier technique amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti de conserver une attestation écrite de cette communication.

Date	Entreprise informée	Nom + Signature



CHAPITRE 5

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

5.1 Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protections renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations à des professionnels.

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article R 1334-25 du Code de la Santé Publique. Ces consignes doivent également être portées à la connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe 1 de l'arrêté d'application du 22 août 2002.



5.2 Information des professionnels

Professionnels : Attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

5.3 Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

« Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières, pour vous et votre voisinage »

En cas (liste indicative) :

- De manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante, comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment)
- De travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage) comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafond sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légère dans des boîtiers électrique, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante au delà des raccords,
- De travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles,...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment avec des outils manuels (outils tranchants, scies, burins, ...) ou rotatifs à vitesse lente,
- De déplacement local d'éléments d'un faux(plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements,

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussière :

- Par imprégnation locale des matériaux contenant de l'amiante par de l'eau (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière,
- En utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lentes.

« Le port d'équipements de protection est recommandé »

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

Des demi-masques filtrants (type FFP3) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



5.4 Consignes générales de sécurité, relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

« Gestion des déchets sur le chantier »

Seuls les déchets d'amiante lié (amiante-ciment, dalles de sol...) peuvent être stockés temporairement sur le chantier, hors de la zone de confinement. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux ?

Les déchets d'amiante friable (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement.

« Elimination des déchets contenant de l'amiante »

Les procédures d'élimination de déchets contenant de l'amiante dépendent de la nature du matériau :

- Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.
- Les matériaux où l'amiante est fortement lié (amiante-ciment, dalles de sol, clapets et volets coupe-feu...) doivent être éliminés en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type Grands Récipients pour Vrac (GRV) ou sur palettes filmées

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre lui étant destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA), cerfa n°11861*01, et reçoit l'original du bordereau rempli par les autres acteurs (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

« Elimination des déchets connexes »

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protections, les déchets de matériels (filtres par exemple et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

5.5 Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

Voir pages suivantes.



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Selon le Code de la Santé Publique – Articles R 1334-14 à R 1334-29, R 1336-2 à R 1336-5, Annexe 13-9 -, relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, le propriétaire est tenu d'effectuer le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les éléments précisés dans l'annexe dudit décret. La présente fiche est destinée à être communiquée aux occupants de l'immeuble ou à leurs représentants et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail.

BUREAU VERITAS, 21/23 rue des Ardennes - 75936 Paris cedex 19, a procédé en la date du 08/06/2006 à la recherche d'amiante dans les matériaux et produits de l'immeuble ou partie d'immeuble ci-après :

**CAF – 2 rue Georges Dimitrov
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE**

Fiche récapitulative révision 0 en date du 29/06/2006

Détenteur du dossier technique "Amiante" : ...

Coordonnées du détenteur :

Modalités de consultation du dossier technique "Amiante" : ...

Etage	Locaux visités (bureaux, sanitaires, local technique ...)	Locaux non visités (motif)
L'ENSEMBLE DES LOCAUX DU BATIMENT CAF A ETE VISITE		



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RÉCAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

LOCALISATION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

MATERIAU	PREL. N°	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	ASPECT	ETAT DE SURFACE (BE, DL, ME)
Joint de dilatation	NP	Sous sol parking	Tresse grise	BE
Enveloppe de calorifugeage	P2	Terrasse	Enduit noir	BE
Joints assemblages VMC	P3	Ensemble du réseau VMC	Colle marron	BE
Porte coupe feu suspecte	NP	RDC, cuisine	Blanche	BE

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES ET FAUX PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE

DATE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	RESULTAT DE LA GRILLE	MESURES A PRENDRE – NATURE ET DATE
08/06/06	AUCUN FLOCAGE, CALORIFUGEAGE, FAUX PLAFOND CONTENANT DE L'AMIANTE			



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES AUTRES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE					
DATE	INTERVENANT AGREE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES PRECONISEES – NATURE ET DATE
08/06/2006	S.HOLBECQ	Joint de dilatation en tresse grise (NP)	Sous sol parking	Bon état	Contrôle visuel interne périodique tous les 2 ans conseillé
08/06/2006	S.HOLBECQ	Enveloppe de calorifugeage en enduit noir (P2)	Ensemble du réseau même type prélevé en terrasse	Bon état	Contrôle visuel interne périodique tous les 2 ans conseillé
08/06/2006	S.HOLBECQ	Joints assemblages des gaines VMC en colle marron (P3)	Ensemble du réseau VMC	Bon état	Précautions à prendre en cas d'intervention sur le réseau VMC
08/06/2006	S.HOLBECQ	Porte coupe feu blanche suspecte (NP)	RDC, cuisine	Bon état	Sondage destructif à réaliser en cas d'intervention sur ce matériau

LISTE DES TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT DES MATERIAUX OU PRODUITS AMIANTES				
Localisation	Composant	Date	Entreprise	Nature des travaux



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RÉCAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application s de l'article R 1334-25 du Code de la Santé Publique. Ces consignes doivent également être portées à la connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe 1 de l'arrêté d'application du 22 août 2002.

1. Information générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation des ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protections renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations à des professionnels



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

2. Information des professionnels

Professionnels : Attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

« Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières, pour vous et votre voisinage »

En cas (liste indicative) :

- De manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante, comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment)
- De travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage) comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafond sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légère dans des boîtiers électrique, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante au delà des raccords,
- De travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles,...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment avec des outils manuels (outils tranchants, scies, burins, ...) ou rotatifs à vitesse lente,
- De déplacement local d'éléments d'un faux(plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements,

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussière :

- Par imprégnation locale des matériaux contenant de l'amiante par de l'eau (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière,
- En utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lentes.

« Le port d'équipements de protection est recommandé »

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

Des demi-masques filtrants (type FFP3) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RÉCAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

B. Consignes générales de sécurité, relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

« Gestion des déchets sur le chantier »

Seuls les déchets d'amiante lié (amiante-ciment, dalles de sol...) peuvent être stockés temporairement sur le chantier, hors de la zone de confinement. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux ? Les déchets d'amiante friable (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement.

« Elimination des déchets contenant de l'amiante »

Les procédures d'élimination de déchets contenant de l'amiante dépendent de la nature du matériau :

- Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.
- Les matériaux où l'amiante est fortement lié (amiante-ciment, dalles de sol, clapets et volets coupe-feu...) doivent être éliminés en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type Grands Récipients pour Vrac (GRV) ou sur palettes filmées


Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre lui étant destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA), cerfa n° 11861*01, et reçoit l'original du bordereau rempli par les autres acteurs (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

« Elimination des déchets connexes »

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protections, les déchets de matériels (filtres par exemple et les déchets issus du nettoyage) sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

Dans le cas où vous constatez qu'un de ces matériaux ou produits est dégradé, vous êtes priés d'en informer le responsable du dossier technique "Amiante" dans les plus brefs délais.

Aucune intervention sur ou à proximité de ces matériaux ne doit être réalisée sans information préalable du détenteur du dossier technique. Celui-ci communiquera les consignes générales de sécurité du dossier technique "Amiante" à mettre en œuvre selon de type d'opération effectuée.


Diagnostic Amiante	Agence : PARIS OUEST	N° Dossier KC.7693 N/Réf. : POC0/00/748	
	Nom Etabt/Rés.: CAF DU VAL DE MARNE - 2 rue Georges Dimitrov - 94505 CHAMPIGNY CEDEX		

Rapport de Diagnostic (suite)

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Description de l'Etablissement ou Résidence	Bâtiment comprenant 1 sous-sol de parking + rez-de-chaussée + 4 étages. Chaufferie au gaz de 1999. Construction de 1981.
Activité exercée	Bureaux.
Documents examinés	Néant.
Autres informations	Faux-plafond en dalles minérales dans les bureaux. Faux-plafond en bacs de métalliques dans la cuisine.

Sont considérés comme faux-plafonds les éléments rapportés en sous face d'une structure portante, à une certaine distance de celle-ci, et constitués d'une armature suspendue et d'un remplissage en panneaux légers discontinus formant une trame. Seuls faux-plafonds dont le plan général forme un angle supérieur à 30° avec la verticale sont analysés.

En ce qui concerne les isolants thermiques rapportés sur les éléments considérés comme faux-plafonds, seuls les isolants en vrac ont fait l'objet de la recherche d'amiante.

Recherche d'Amiante	BÂTIMENT	CAF DU VAL DE MARNE - 2 rue Georges Dimitrov 94505 CHAMPIGNY CEDEX	 SOCOTEC
	N° Dossier : KC.7693	N/Réf. : POC0/00/748	

OBJET

Le présent document a été établi dans le cadre de la mission confiée à SOCOTEC définie dans le contrat rappelé ci dessus et en particulier les conditions spéciales Amia 110-9-97. Cette mission consiste à fournir au cocontractant des éléments d'information sur la présence ou non d'amiante dans les principaux composants de l'immeuble.

L'intervention complète comprend plusieurs phases d'intervention.

Le présent document est consécutif à la réalisation de la (des) phase(s) suivante(s) :

- ☒ Visite des locaux concernés pour examen visuel de reconnaissance des matériaux
- ☒ Réalisation de prélèvements de matière et analyse en laboratoire
- ☐ Consultation de documents relatifs aux matériaux mis en œuvre lors de la construction
- ☒ Consultation de la banque de données de matériaux contenant de l'amiante.

ÉTENDUE DE LA RECHERCHE

Recherche effectuée sur les matériaux et éléments de construction visibles directement, apparents sans démontage à l'aide d'outil; répertoriés sur la liste figurant dans les pages suivantes.

Conformément au contrat, sont exclus de la présente recherche :

- *Le mobilier, les éléments de décoration, les éléments non fixés de manière définitive, les installations faisant partie du process de fabrication,*
- *Les éléments d'assemblage, d'étanchéité et de fixation (fourreaux, joints, colle, mastic, ...), et autres éléments ponctuels ou pelliculaires (enduits, peinture, papiers peints, ...),*
- *Les éléments industrialisés livrés entiers et non modifiables au titre de leur fonctionnement normal (ventilo-convecteurs, groupe froid, ventilateurs, moteurs, cabines d'ascenseurs, ...).*

RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

Pour chaque élément de construction présent dans le bâtiment (repéré par la lettre P dans la première colonne) les tableaux précisent en fonction des symboles suivants la présence ou non d'amiante dans le composant considéré :


- **O / Oui :** **Présence certaine d'amiante**
- **N / Non :** **Absence certaine d'amiante**
- **I / Incertain :** **Incertitude sur la présence d'amiante**

Cette recherche ne décharge pas les entreprises intervenantes de leurs propres obligations de recherche sur les composants sur lesquels elles interviennent.

Recherche d'Amiante	BÂTIMENT	CAF DU VAL DE MARNE - 2 rue Georges Dimitrov 94505 CHAMPIGNY CEDEX	 SOCOTEC
	N° Dossier : KC.7693	N/Réf. : POC0/00/748	

<p>Description du bâtiment concerné et Commentaires</p> <p>Bâtiment comprenant 1 sous-sol de parkings + rez-de-chaussée avec restaurant + 4 étages de bureaux.</p> <p>Construction de 1981.</p> <p>Chaufferie au gaz de 1999.</p> <p>Visite effectuée avec l'assistance de Monsieur RUCHAT.</p>
--


Résultats des Essais d'identification effectués :			
Laboratoire LEM		N° P.V. : SOCPAR7521-000511-1106980	
N° d'échantillon	Nature	Localisation	Résultat
000511-1119117	Dalle vinyle	dans l'escalier de secours 5 ^{ème} étage	NON
000511-1119118	Corde de bourrage	du joint de dilatation sous-sol	OUI

Recherche d'Amiante	BÂTIMENT	CAF DU VAL DE MARNE - 2 rue Georges Dimitrov 94505 CHAMPIGNY CEDEX	 SOCOTEC
	N° Dossier : KC.7693	N/Réf. : POC0/00/748	

2


STRUCTURE ET ENVELOPPE		Localisation Précise	Présence d'amiante			Numéro Échantillon
			OUI	NON	INC	
	<u>Ossature / Structure :</u>					
P	A1 Structure béton ou maçonnerie bruts ou peints			X		
	A2 Structure métallique					
	A3 Structure bois					
	A4 Autre structure					
	<u>Couverture Etanchéité :</u>					
P	B1 Couverture béton brut ou avec étanchéité			X		
	B2 Couverture en bacs acier avec ou sans étanchéité					
	B3 Couverture en plaques					
	B4 Couverture en tuiles ou ardoises					
	B5 Autres couvertures					
	<u>Façades :</u>					
P	C1 Paroi lourde			X		
	C2 Paroi légère					
	C3 Bardage					
	C4 Parement décoratif					

Dans la première colonne : P signifie : « Présence du type d'ouvrage dans le bâtiment concerné »

Recherche d'Amiante	BÂTIMENT	CAF DU VAL DE MARNE - 2 rue Georges Dimitrov 94505 CHAMPIGNY CEDEX	 SOCOTEC
	N° Dossier : KC.7693	N/Réf. : POC0/00/748	


ISOLATION THERMIQUE ET CLOISONS		Localisation Précise	Présence d'amiante			Numéro Echantillon
			OUI	NON	INC	
	<u>Isolation de parois :</u>					
	E1 Isolation en rampants					
P	E2 Isolation horizontale	Plafond du sous-sol		X		
	E3 Isolation verticale					
	E4 Autre isolation					
	<u>Plafonds et faux plafonds</u>					
P	F1 Plafonds à base de plaques de plâtre et staff			X		
P	F2 Autres faux-plafond dalles minérales - dalles métalliques			X		
	<u>Cloisons :</u>					
P	G1 Cloisons lourdes en maçonnerie			X		
P	G2 Cloisons légères en plâtre			X		
P	G3 Cloisons à ossatures apparentes en alu	bureaux		X		
	G4 Habillage de poteaux					
	G5 Fermetures de gaines techniques verticales					
	<u>Portes :</u>					
P	H1 Portes bois			X		
P	H2 Portes métalliques CF				X	
	H3 Portes de gaines techniques					

Dans la première colonne : P signifie : « Présence du type d'ouvrage dans le bâtiment concerné »

Recherche d'Amiante	BÂTIMENT	CAF DU VAL DE MARNE - 2 rue Georges Dimitrov 94505 CHAMPIGNY CEDEX	 SOCOTEC
	N° Dossier : KC.7693	N/Réf. : POC0/00/748	


REVÊTEMENTS		Localisation Précise	Présence d'amiante			Numéro Échantillon
			OUI	NON	INC	
	Revêtements de Sols :					
P	K1 Revêtement de sol en béton avec ou sans peinture			X		
	K2 Revêtement de sol en métal					
P	K3 Revêtement de sol dur (carrelage, pierre...)			X		
P	K4 Revêtement de sol plastique			X		000511-1119117
P	K5 Revêtement de sol en moquette	bureaux		X		
	K6 Faux planchers					
	Revêtement de Murs :					
	L1 Revêtements muraux souples					
	L2 Revêtements muraux durs collés					
	L3 Revêtements muraux durs agrafés ou désolidarisés					
	Revêtement de Plafonds :					
	M1 Revêtements collés en plafonds					
	M2 Autres revêtements en plafonds					

Dans la première colonne : P signifie : « Présence du type d'ouvrage dans le bâtiment concerné »

Recherche d'Amiante	BÂTIMENT	CAF DU VAL DE MARNE - 2 rue Georges Dimitrov 94505 CHAMPIGNY CEDEX	 SOCOTEC
	N° Dossier : KC.7693		

ÉQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS		Localisation Précise	Présence d'amiante			Numéro
			OUI	NON	INC	Échantillon
	<u>Conduites:</u>					
P	N1 Conduites d'eau Alimentation / Distribution			X		
P	N2 Conduites d'eau Évacuation			X		
P	N3 Conduits d'air rigides galvanisé			X		
	N4 Conduits d'air souples					
	N5 Conduits de fumée					
	N6 Autres conduits					
	<u>Équipements :</u>					
	R1 Clapets coupe feu Trappes de désenfumage					
	R2 Registres d'air					

Informations complémentaires sur les composants
<p>Il n'est pas possible de prélever un échantillon de l'isolant des portes CF sans nuire gravement à leur fonction. Il conviendra de vérifier ce matériau par une analyse avant d'effectuer des travaux ou s'en assurer auprès du fabricant.</p>

Recherche	BÂTIMENT	CAF DU VAL DE MARNE - 2 rue Georges Dimitrov 94505 CHAMPIGNY CEDEX	 SOCOTEC
d'Amiante	N° Dossier : KC.7693	N/Réf. : POC0/00/748	

Remarques Générales et Conclusions

Le bâtiment diagnostiqué comporte des revêtements de sol plastiques récents. L'analyse d'un échantillon de ce matériau effectuée en laboratoire ne relève pas la présence de fibre d'amiante.

L'analyse d'un échantillon du calfeutrement du joint de dilatation effectuée en laboratoire relève la présence de fibres d'amiante. Des dispositions particulières devront être prises lors de toute intervention sur ce matériau.

ANNEXE

A la demande de

SOCOTEC - Agence PARIS EST
à l'attention de M. BOURDARIAS
4 rue du Colonel Driant

75040 PARIS CEDEX 01

RAPPORT D'ANALYSE

Références du client

Dossier n° : PO/00/MCG/619

Affaire : Caisse d'Allocations Familiales du Val de Marne
2, rue Georges Dimitrov
94505 CHAMPIGNY

N° Dossier : SOCPAR7521-000511-1106980

Date de réception des échantillons : 11/05/2000

Date d'édition du dossier : 12/05/2000

Référence de l'échantillon : N°2		Réf. LEM 000511-1119117
PARAMETRES	RESULTATS	Norme(s)
Description visuelle	Colle	Norme MDHS 77
Description microscopique	Matériau synthétique	
Traitement de l'échantillon	-	
Nombre de préparation	2	
Analyse par Microscopie Optique à Lumière Polarisée	Pas de fibre d'amiante	
Description visuelle	Plaque souple	NF X 43-050 (Adaptée)
Traitement de l'échantillon	Traitement au tétrahydrofurane	
Description microscopique	-	
Nombre de préparation	1	
Analyse par Microscopie Electronique à Transmission	Pas de fibre d'amiante	

CONCLUSION: L'analyse n'a pas montré la présence d'amiante dans l'échantillon

Responsable technique de l'analyse

P. Haller

Oil

T.P. Bui

Page 2 sur 4
N° d'édition

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 pages. Ce rapport d'analyse ne concerne que les objets soumis à l'essai. L'accréditation de la Section Essais du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

cofrac

**LABORATOIRE ACCRÉDITÉ
SOUS LE N° 1-0875
PORTÉE COMMUNIQUÉE
SUR DEMANDE**

Groupe Lem Ifra - Laboratoire d'Étude des Matériaux

Siège social : 20 rue du Kochersberg - BP 47 - 67702 SAVERNE CEDEX

03 88 911 911 - Fax 03 88 916 531 - e-mail : lem@lemlabo.com



A la demande de

SOCOTEC - Agence PARIS EST
à l'attention de M. BOURDARIAS
4 rue du Colonel Driant

75040 PARIS CEDEX 01

RAPPORT D'ANALYSE

Références du client

Dossier n° : PO/00/MCG/619

Affaire : Caisse d'Allocations Familiales du Val de Marne

2, rue Georges Dimitrov

94505 CHAMPIGNY

N° Dossier : SOCPAR7521-000511-1106980

Date de réception des échantillons : 11/05/2000

Date d'édition du dossier : 12/05/2000

Référence de l'échantillon : N°3		Réf. LEM
		000511-1119118
PARAMETRES	RESULTATS	Norme(s)
Description visuelle	Matériau hétérogène	
Description microscopique	Fibres synthétiques, Matériau synthétique, Matériau granuleux	
Traitement de l'échantillon		
Nombre de préparation	2	
Analyse par Microscopie Optique à Lumière Polarisée	Fibres d'amiante de type Chrysotile	Norme MDHS 77

CONCLUSION: L'analyse a montré la présence d'amiante dans l'échantillon

Responsable technique de l'analyse

P. Haller

ou

T.P. Bui

Page 3 sur 4

N° d'édition
0005-18293

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 4 pages. Ce rapport d'analyse ne concerne que les objets soumis à l'essai. L'accréditation de la Section Essais du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

Groupe Lem Ifra - Laboratoire d'Étude des Matériaux

9e social : 20 rue du Kochersberg - BP 47 - 67702 SAVERNE CEDEX

03 88 911 911 - Fax 03 88 916 531 - e-mail : lem@lemlabo.com

LABORATOIRE ACCRÉDITÉ
SOUS LE N° 1-0875
PORTÉE COMMUNIQUÉE





ANNEXE 6 : ATTESTATION(S) DE COMPETENCE(S)

ANNEXE 6

ATTESTATION(S) DE COMPETENCE(S)

[cette annexe comporte 1 + 1 pages]

OGEBA

AMIANTE

EBA-04

OGEBA-PILOTAGE COORDINATION

ORGANISME DE FORMATION : N° 11 77 03915 77
CERTIFICATION N : DI-1783
AFAQ-ASCERT INTERNATIONAL AAI/A/10251

ATTESTATION DE COMPÉTENCE

« REPÉRAGE DE L'AMIANTE DANS LES BATIMENTS »

Certificat décerné à Monsieur Stéphane HOLBECQ

Pour avoir suivi avec assiduité le stage à EPINAY SUR ORGE (91) durant la période du 11 et 12 décembre 2002

et pour avoir passé brillamment l'examen de capacité

Formateur : Pierre LAFARGUE

Responsable de Formation : Jean-Philippe CARPENTIER

Epina y Sur Orge le : 23 décembre 2002

Pierre LAFARGUE

Jean-Philippe CARPENTIER

~~OGEBA-PILOTAGE COORDINATION~~

~~Direction technique~~

~~1 D rue de Charaintru~~

~~91360 EPINAY SUR ORGE~~

~~Tél. 01 69 10 28 28 - Fax 01 69 10 09 71~~

~~RCS 394 265 961 RCS Melun~~

